



Question écrite du 24 mars 2010

**A Madame Valérie Pécresse**  
**Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

BRIGITTE  
GONTHIER-MAURIN

**Avenir du site IUFM d'Antony/Val-de-Bièvre**

SENATRICE  
DES HAUTS-DE-SEINE

GROUPE COMMUNISTE  
REPUBLICAIN  
ET CITOYEN  
ET DES SENATEURS  
DU PARTI DE GAUCHE

*MEMBRE*  
*DE LA COMMISSION*  
*DE LA CULTURE, DE*  
*L'EDUCATION ET DE LA*  
*COMMUNICATION*

Mme Brigitte Gonthier-Maurin interroge Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche à nouveau sur la situation de l'IUFM dans les Hauts-de-Seine.

Un courrier du Recteur de l'Académie de Versailles du 15 mars vient de confirmer la fermeture du site de Val-de-Bièvre à Antony pour la rentrée 2010.

Or, depuis des mois, les personnels et les étudiants de ce site historique de la formation des enseignants demandent le maintien de ce site. La proximité des transports, la présence indispensable d'infrastructures annexes (sportives notamment), les rénovations déjà réalisées très coûteuses plaident en faveur de son maintien.

Le rééquilibrage départemental, nullement contesté après l'ouverture d'un site IUFM à Gennevilliers, ne pourra se faire avec le seul maintien du site sud d'Antony-Jouhaux, isolé et dans un état général très dégradé.

Elle l'interpelle sur le fait que malgré ses demandes, elle n'a aucunement été associée par le Rectorat à la définition du « schéma directeur académique de la formation des maîtres », évoqué à l'Assemblée Nationale le 26 janvier 2010.

Depuis peu, des bruits courent que le Conseil général des Hauts-de-Seine veut récupérer les locaux de Val-de-Bièvre pour une opération immobilière très lucrative, assortie de la construction d'une piscine !

Elle lui demande si elle va laisser des projets immobiliers nuire à la qualité de la formation des enseignants dans mon département et laisser gâcher les investissements importants réalisés à Val-de-Bièvre par l'Université de Cergy-Pontoise.

Elle lui demande aussi si elle va prendre position pour le maintien de ce site comme le demandent ses usagers et les personnels